

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**ARKEA BANKING SERVICES**

Société Anonyme au capital de 46 500 000 €uros  
Siège social : Immeuble Le Bristol - 27, avenue des Murs du Parc - 94300 Vincennes  
440 180 388 R.C.S. Créteil

*Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée Générale mixte du 21 mai 2025*

**I – Bilan**

<b>Actif (En milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Caisse, Banques centrales		-	-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	1 & 14	1 598 352	2 561 945
Opérations avec la clientèle	2 & 14	315	357
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	3	4 405	4 394
Parts dans les entreprises liées	3	-	2
Immobilisations incorporelles	4	604	689
Immobilisations corporelles	4	1 455	1 599
Autres actifs	5	32 178	19 001
Comptes de régularisation	6	29 319	21 140
<b>Total</b>		<b>1 666 628</b>	<b>2 609 127</b>
<b>Passif (En milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Dettes envers les établissements de crédit	7 & 14	15 181	14 193
Opérations avec la clientèle	8 & 14	1 536 935	2 481 858
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	9	3 978	11 866
Comptes de régularisation	10	9 961	17 108
Provisions	11	1 734	972
Dettes subordonnées	12	5 001	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	-
Capitaux propres hors FRBG	13	93 837	83 130
Capital souscrit		46 500	46 500
Primes d'émission		-	-
Réserves		2 159	587
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau		10 523	4 589
Résultat de l'exercice		34 656	31 454
<b>Total</b>		<b>1 666 628</b>	<b>2 609 127</b>
<b>Hors-bilan (En milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Engagements donnés</b>		<b>20 000</b>	<b>-</b>
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie	15	20 000	-
Engagements sur titres		-	-
<b>Engagements reçus</b>		<b>101 428</b>	<b>101 428</b>
Engagements de financement	15	100 000	100 000
Engagements de garantie	15	1 428	1 428
Engagements sur titres		-	-
Instruments financiers à terme		-	-

**II - Compte de résultat**

<b>Compte de résultat (En milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Intérêts et produits assimilés	16	72 364	100 755
Intérêts et charges assimilées	16	-66 105	-94 832
Revenus des titres à revenu variable		-	-
Commissions (produits)	17	148 669	105 773
Commissions (charges)	17	-1 313	-707
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	18	4 393	2 592
Autres charges d'exploitation bancaire	18	-651	-233
<b>Produit net bancaire</b>		<b>157 357</b>	<b>113 348</b>

Charges générales d'exploitation	19	-109 690	-70 319
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-271	-266
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>47 396</b>	<b>42 763</b>
Coût du risque	20	46	-259
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>47 442</b>	<b>42 504</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>47 442</b>	<b>42 504</b>
Résultat exceptionnel		-601	-
Impôt sur les bénéfices	21	-12 185	-11 050
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
<b>Résultat net</b>		<b>34 656</b>	<b>31 454</b>

### III - Annexe aux comptes au 31 décembre 2024

#### Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

##### Cadre juridique et financier

La société Arkéa Banking Services est un établissement de crédit ayant pour activités principales :

- La fourniture de services et produits bancaires à une clientèle d'entreprises et d'institutionnels
- La fourniture de prestations administratives, techniques et bancaires en marque blanche (constitutives de prestations essentielles au sens de la réglementation bancaire) au profit de personnes agréées ou habilitées à exercer en France au sens du Code monétaire et financier.

##### Faits marquants de l'exercice

ABS a poursuivi le développement de son modèle d'affaires en 2024, avec en particulier la mise en production pour CCF le 01/01/2024. Des retraits de liquidité réalisés par les clients établissements de paiement courant 2024 expliquent la baisse de l'encours clientèle de 945M€.

##### Principes comptables et méthodes d'évaluation

##### Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

##### Principes généraux et méthodes d'évaluation

##### Principes généraux

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

##### Options et méthodes d'évaluation

##### Créances

Les créances sur tiers sont présentées dans la rubrique "autres actifs" à l'actif du bilan. Une dépréciation de ces créances est comptabilisée, dès lors qu'il existe un risque avéré d'absence de règlement de la créance.

##### Opérations avec la clientèle

Les opérations avec la clientèle présentées au passif du bilan correspondent aux dépôts de liquidité réalisés par les clients établissements de paiement.

##### Portefeuille titres

Les opérations sur portefeuille titres sont comptabilisées conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC 2014-07.

##### Titres de participation et parts dans les entreprises liées:

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont constitués d'actions et de valeurs assimilées dont la possession durable est estimée utile au développement de l'entreprise et qui permettent d'exercer une influence notable sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. Cette influence est présumée pour un pourcentage de contrôle supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité, pour chaque titre, s'appuie sur des méthodes d'évaluation fondée soit sur des approches de marché (multiples, benchmarks sectoriels, cours de bourse moyen...), des approches par les résultats (actualisation des flux futurs, DCF - Discounted Cash-Flows, DDM - Dividend Discount Model, ...) ou des approches par les coûts (actif net réévalué), permettant ainsi d'apprécier les perspectives de rentabilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

### Autres titres détenus à long terme

Les autres titres détenus à long terme sont des actions ou des valeurs assimilées qui sont détenues dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de cette dernière, en raison de la faiblesse des droits de vote liés à ces titres. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

### Immobilisations

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Terrain	non amortissable
Gros œuvre	Immeubles de direction et de placement : 50 ans
	Agences : 25 ans
Clots et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
Agencements	3 à 15 ans
Mobiliers	10 ans
Matériels électroniques & de sécurité	3 à 10 ans
Logiciels créés ou acquis	3 à 10 ans
Portefeuilles de contrats clientèle acquis	6 à 13 ans

Au cours de l'exercice 2024, la société Arkéa Banking Services a procédé à une analyse des durées d'amortissement des logiciels créés ou acquis (programmes), des matériels électroniques et des agencements afin de s'assurer de leur adéquation avec les durées d'utilisation réelles.

Cette analyse a engendré les modifications sur le plan d'amortissement pour ces 3 postes, celles-ci sont applicables à compter du 1er janvier 2024.

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

Les logiciels destinés à un usage interne sont enregistrés en immobilisations si le projet a de sérieuses chances de réussite technique et que l'entité manifeste sa volonté de produire le logiciel (PCG art 611-3).

Les logiciels créés par l'entité destinés à un usage commercial ainsi que ceux destinés aux besoins propres de l'entité sont inscrits en immobilisations, à leur coût de production. Le coût de production comprend les seuls coûts liés à la conception détaillée de l'application (analyse organique), à la programmation, à la réalisation des tests et jeux d'essais et à l'élaboration de la documentation technique destinée à l'utilisation interne ou externe (PCG art 611-4).

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectué. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles. En particulier, le mali généré par une opération de fusion ou assimilée subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un actif sous-jacent auquel une quote-part du mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable de l'actif précité, majorée de la quote-part du mali affecté.

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la directive européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacents apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

### Solution informatique

Une solution informatique est un ensemble organisé de fonctionnalités logicielles (programmes, codes, paramétrages...) apte à satisfaire les besoins des utilisateurs en vue notamment de stocker, manipuler, transformer, produire, sécuriser des données, d'y accéder ou encore de les transmettre. Une solution informatique peut être un projet unique ou un ensemble de sous-projets.

Toute solution informatique porteuse d'avantages économiques futurs pour l'entité et utilisée au-delà d'un exercice, constitue une immobilisation incorporelle.

Conformément au règlement ANC 2023-05 modifiant le règlement ANC 2014-03, le coût d'entrée des solutions informatiques peut être défini :

- par le coût d'acquisition en respectant les règles générales de reconnaissance d'un actif incorporel,
- ou par le coût de production comprenant les coûts engagés par l'entité, dès lors que l'ensemble des conditions d'activation sont remplies, il comprend les seuls coûts directement attribuables à la solution informatique et nécessaire à sa production.

### Provisions

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

### Provisions pour engagements sociaux

Arkéa Banking Services applique la recommandation n° ANC 2013 - 02 du 7 Novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique frais de personnels.

Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la sociétés s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique provisions au bilan. Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

Contrats déficitaires

Dès qu'elle devient probable, une perte sur contrat doit être comptabilisée par constitution d'une provision.

Prestations continues

Les prestations continues sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement, c'est-à-dire au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution de la prestation. Cet avancement est calculé par les produits qui sont généralement fonction de l'écoulement du temps. D'où une comptabilisation en 2 étapes :

- prise en compte des produits en fonction de l'avancement ;
- puis rattachement des charges aux produits ainsi comptabilisés..

Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

Note 1. Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	963 984	-	963 984	1 368 922	-	1 368 922
Prêts, valeurs reçues en pension	-	613 000	613 000	-	1 150 000	1 150 000
Créances rattachées	7 296	14 072	21 368	17 604	25 419	43 023
Total	971 280	627 072	1 598 352	1 386 526	1 175 419	2 561 945

Note 2. Opérations avec la clientèle Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2024				31.12.2023			
	En cours brut	Dont En cours douteux	Dépréciations	Total	En cours brut	Dont En cours douteux	Dépréciations	Total
Créances commerciales								
En cours	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et crédits								
En cours	305	-	-	305	305	-	-	305
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires								
En cours	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	10	-	-	10	52	-	-	52
Total	315	-	-	315	357	-	-	357

Note 3. Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Augmentation	Diminution	Autres	31.12.2024
Participations					
Valeur brute	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeur nette	-	-	-	-	-
Autres titres détenus à long terme (1)	4 394	11	-	-	4 405
Valeur brute	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeur nette	4 394	11	-	-	4 405
Entreprises liées	2	-2	-	-	-
Valeur brute	-	-	-	-	-
Mali affecté	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeur nette	2	-2	-	-	-

(1) Au 31.12.2024, le montant des certificats d'associés FGDR est de 4 405 K d'euros.

Note 4. Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Augmentation	Diminution	31.12.2024
Immobilisations incorporelles				
Montant brut	4 969			4 969
Amortissements (1)	-4 280	-85		-4 365
Montant net	689	-85		604
Immobilisations corporelles				

Montant brut	1 824	42		1 866
Amortissements (1)	-225	-186		-411
Montant net	1 599	-144		1 455

(1) Au 31/12/2024 la modification des durées d'amortissement des logiciels créés ou acquis (programmes), des matériels électroniques et de sécurité et des agencements ne génère pas de gain.

Aucune charge de dépréciation n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles et corporelles au cours de l'exercice 2024.

Arkéa Banking Services ne détient pas de terrain d'exploitation et hors exploitation.

#### Note 5. Autres actifs

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Etat	5	113
Dépôts de garantie versés	2 748	2 686
Autres débiteurs divers	29 425	16 202
<b>Total</b>	<b>32 178</b>	<b>19 001</b>

#### Note 6. Comptes de régularisation – Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Valeurs à l'encaissement	1 925	2 033
Charges constatées d'avance	44	2 631
Produits à recevoir	27 350	16 476
Comptes de régularisation divers		
<b>Total</b>	<b>29 319</b>	<b>21 140</b>

#### Note 7. Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	7 180		7 180	14 193		14 193
Emprunts et valeurs données en pension	-	8 000	8 000	-		-
Dettes rattachées	-	1	1	-		-
<b>Total</b>	<b>7 180</b>	<b>8 001</b>	<b>15 181</b>	<b>14 193</b>		<b>14 193</b>

#### Note 8. Opérations avec la clientèle – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	1 532 516		1 532 516	2 472 445		2 472 445
Dettes rattachées	4 419		4 419	9 413		9 413
<b>Total</b>	<b>1 536 935</b>		<b>1 536 935</b>	<b>2 481 858</b>		<b>2 481 858</b>

#### Note 9. Autres Passifs

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Etat	2 294	10 812
Rémunérations dues au personnel	356	-16
Charges sociales	1 226	960
Divers	102	110
<b>Total</b>	<b>3 978</b>	<b>11 866</b>

#### Note 10. Comptes de régularisation – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	3	
Produits constatés d'avance		1 084
Charges à payer	9 698	15 797
Comptes de régularisation divers	260	227
<b>Total</b>	<b>9 961</b>	<b>17 108</b>

#### Note 11. Provisions

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres variations	31.12.2024
Provisions pour engagement de retraite	965	209			-	1 174

Autres provisions	7	560	-7	-	-	560
<b>Total</b>	<b>972</b>	<b>769</b>	<b>-7</b>	<b>-</b>		<b>1 734</b>
Variation nette				762		

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation de 3,46%. Ce taux est déterminé en référence à l'indice iBoxx corporate AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0% et 5,42% et un taux de revalorisation des salaires brut d'inflation compris entre 2,91% et 3,32%. Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

#### Note 12. Dettes subordonnées

Dettes subordonnées représentant au moins 10 % du total des dettes subordonnées (En milliers d'euros)	Montant	Devise	Taux	Echéance
Titres subordonnés	5 000	eur	2,69%	28/03/2034
Dettes rattachées	1	eur		
<b>Total</b>	<b>5 001</b>			

#### Note 13. Capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	46 500			46 500
Prime d'émission				
Total réserves	587	1 573		2 159
Réserve légale	587	1 573		2 159
Réserves facultatives et statutaires				
Réserves plus-values à long terme				
Autres réserves				
Report à nouveau créditeur	4 589	5 934		10 523
Report à nouveau débiteur				
Résultat de l'exercice	31 454	-31 454	34 656	34 656
Intérêts versés sur parts sociales		23 948		
<b>Total</b>	<b>83 130</b>	<b>-0</b>	<b>34 656</b>	<b>93 838</b>

Le capital social est composé de 4 650 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros.

#### Note 14. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros)	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
<b>ACTIF</b>						
Créances sur établissements de crédit à vue	963 984	500 000	100 000	13 000	21 368	1 598 352
à terme	963 984				7 296	971 280
Créances sur la clientèle		500 000	100 000	13 000	14 072	627 072
autres concours à la clientèle				305	10	315
				305	10	315
<b>PASSIF</b>						
Dettes envers les établissements de crédit à vue	7 180	8 000			1	15 181
à terme	7 180					7 180
Opérations avec la clientèle		8 000			1	8 001
à vue	1 536 935					1 536 935
à terme	1 536 935					1 536 935

#### Note 15. Engagements de l'activité bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	-	-
en faveur de la clientèle	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit	20 000	-
d'ordre de la clientèle	20 000	-
Engagements sur titres	-	-
autres engagements donnés	-	-

<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement	100 000	100 000
reçus des établissements de crédit	100 000	100 000
reçus de la clientèle		-
Engagements de garantie	1 428	1 428
reçus des établissements de crédit	1 428	1 428
reçus de la clientèle		-
Engagements sur titres	-	-
autres engagements reçus	-	-

**Note 16. Intérêts, produits et charges assimilés**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31.12.2024</b>		<b>31.12.2023</b>	
	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>
Opérations avec les établissements de crédit	72 320	-542	100 453	
Opérations avec la clientèle	44	-65 564	302	-94 832
<b>Total</b>	<b>72 364</b>	<b>-66 105</b>	<b>100 755</b>	<b>-94 832</b>

**Note 17. Commissions**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31.12.2024</b>		<b>31.12.2023</b>	
	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>
Opérations avec les établissements de crédit		-1		-1
Opérations avec la clientèle	126 695		96 616	
Opérations sur hors-bilan				-1
Prestations de services financiers	21 974	-1 311	9 157	-705
<b>Total</b>	<b>148 669</b>	<b>-1 313</b>	<b>105 773</b>	<b>-707</b>

**Note 18. Autres produits et charges d'exploitation bancaire**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31.12.2024</b>		<b>31.12.2023</b>	
	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>
Cotisations				
Intervention du Fonds fédéral				
Activités bancaires		-91		-226
Activités non bancaires				
Autres	4 386		2 316	
Provisions risques et charges d'exploitation	7	-560	276	-7
<b>Total</b>	<b>4 393</b>	<b>-651</b>	<b>2 592</b>	<b>-233</b>

**Note 19. Charges générales d'exploitation**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Frais de personnel	-23 265	-22 633
Salaires et traitements	-13 274	-12 431
Charges sociales	-5 653	-5 588
dont charges de retraite	-892	-832
Intéressement et participation	-2 439	-2 798
Impôts et taxes afférentes	-1 899	-1 816
Autres frais administratifs	-86 425	-47 686
Impôts et taxes	-907	-719
Services extérieurs	-86 560	-47 545
Charges refacturées	1 042	578
<b>Total</b>	<b>-109 690</b>	<b>-70 319</b>



Le 13 septembre 2023 la Cour de cassation a rendu trois arrêts modifiant les obligations des entreprises en matière de congés payés, avec application immédiate. La Cour de cassation a jugé que les dispositions du Code du travail étaient en contradiction avec la réglementation européenne qui prévoit un droit à congés payés sans distinguer les causes d'absence.

Ainsi, depuis les arrêts du 13 septembre :

- les salariés en arrêt maladie ou en arrêt pour accidents non professionnels acquièrent des congés payés pendant leur période d'arrêt de travail,
- les salariés en arrêt à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle acquièrent des droits à congés payés pendant toute la durée de leur période d'arrêt de travail, sans limitation, contrairement au droit du travail actuel qui limite cette acquisition à la première année d'arrêt.

Arkea Banking Services a évalué l'impact de l'application de ces modifications sur ses comptes au 31 décembre 2024 et a comptabilisé une provision congés payés complémentaire à ce titre.

#### Ventilation des effectifs du personnel salarié

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
	Personnel salarié	Personnel salarié
Employés	107	112
Cadres	158	148
<b>Total</b>	<b>265</b>	<b>260</b>

La rémunération globale allouée aux membres du conseil de surveillance est de 24 070 euros.

#### Note 20. Coût du risque

(En milliers d'euros)		31.12.2024	31.12.2023
<b>Créances</b>	<b>Dotations</b>	-	-259
	Reprises utilisées	-	-
	Reprises devenues disponibles	46	-
	Récupération sur créances amorties	-	-
	Créances irrécouvrables couvertes	-	-
	Créances irrécouvrables non couvertes	-	-
	<b>Solde</b>	<b>46</b>	<b>-259</b>

#### Note 21. Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Charge fiscale courante hors apport des filiales intégrées	-12 185	-11 050
<b>Total</b>	<b>-12 185</b>	<b>-11 050</b>
Résultat avant impôt, résultat exceptionnel et FRBG	47 442	42 504
<b>Taux effectif</b>	<b>-25,68%</b>	<b>-26,00%</b>

#### Note 22. Comptes consolidés

Arkéa Banking Services n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés. Ses comptes sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1, rue Louis Lichou 29480 Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site internet de Crédit Mutuel Arkéa, à savoir :

[http://www.cm-arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb\\_5034/fr/rapports-annuels](http://www.cm-arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb_5034/fr/rapports-annuels).

#### Note 23. Intégration Fiscale

La société est comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale de Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 01/01/2011. En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale. Le montant ainsi calculé, déductions faites des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère.

#### Note 24. Evénements post clôture

Néant.

#### IV – Rapport des commissaires aux comptes

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'assemblée générale  
**ARKEA BANKING SERVICES**  
 Le Bristol  
 27 Avenue des Murs-du-Parc  
 94300 Vincennes

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Arkéa Banking Services relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants : procédures convenues.

### **Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés d'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### ***Rapport sur le gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4 et L. 22-10-10 du Code de commerce.

### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

#### ***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Arkéa Banking Services par vos assemblées générales du 17 décembre 2021 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 30 avril 2020 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024 le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 4<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 5<sup>ème</sup> année.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce.**

Nous remettons au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance, exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance, exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce, des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

**Fait à Nantes et Paris-La Défense, le 17 avril 2025**

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Nicolas JOLIVET

**Deloitte & Associés**  
Pascal TOUSSAINT

**V – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.